

# dial

## diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13  
FAX (1) 43.31.19.83  
CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1561 - 7 février 1991 - 5,5 F

### D 1561 NICARAGUA: OFFENSIVE POLITIQUE DE L'EXTRÊME-DROITE

Après la grève générale déclenchée par les sandinistes et les affrontements armés de juillet 1990 (cf. DIAL D 1528), le gouvernement de Mme Violeta Chamorro calmait le jeu en obtenant la signature, le 26 octobre, d'"accords de concertation économique et sociale". Mais l'accalmie était de courte durée puisqu'une deuxième crise, activée par l'extrême-droite gouvernementale, mettait la présidente à rude épreuve durant le mois de novembre. L'étincelle est venue des ex-contras revendiquant les terres promises. Très vite, le mouvement dégénérait en insurrection dans la région de Juigalpa, sous l'influence des maires les plus radicalisés à droite. Il fallait l'intervention de l'armée à plusieurs reprises pour dégager finalement la route Juigalpa-El Rama vers le 20 novembre.

Dans l'analyse des événements reproduite ci-dessous (tirée de la revue équatorienne "Alai" de janvier 1991), Xabier Gorostiaga met en relief les profondes divisions de la majorité gouvernementale et explique la tentative de "coup d'Etat légal" de Virgilio Godoy, vice-président de la République.

Note DIAL

## LA FIN DE LA GUERRE FROIDE N'EST PAS ENCORE ARRIVÉE SOUS LES TROPIQUES

par Xabier Gorostiaga

### Le Nicaragua, un pays sans gouvernement

Le Nicaragua connaît une situation extrêmement complexe et grave. A l'heure actuelle on peut dire en toute objectivité que ce pays n'est pas gouverné. Le pouvoir exécutif est divisé entre le groupe d'Antonio Lacayo et un groupe de ministres et de maires qui n'obéissent pas aux directives du gouvernement et qui organisent un gouvernement parallèle chapeauté par le vice-président de la République. A l'Assemblée nationale il n'y a pas de coalition gouvernementale unie mais trois blocs distincts. Et en dehors de Managua, dans le reste du pays, il n'y a pas de gouvernement: dans certains endroits ce sont les conservateurs qui commandent, dans d'autres les libéraux, ailleurs une coalition plutôt proche de la *contra*, et plus loin les sandinistes; quant à la Côte atlantique, il n'y a aucun pouvoir organisé, c'est un no man's land.

A l'Assemblée nationale les députés de l'UNO (1) refusent de voter le projet de budget présenté par le gouvernement, alors que les sandinistes s'y sont déclarés favorables. Il en résulte que la délégation du plus haut niveau qu'ait jamais envoyé le gouvernement nicaraguayen depuis la fin du somozisme, se retrouve à Paris sans possibilités de négociation auprès de la Banque mondiale, du FMI, de la Banque interaméricaine de développement et de plus de vingt pays amis du Nicaragua soucieux de l'aider.

(1) Union nationale d'opposition, sous le nom de laquelle a été élue la présidente Violeta Chamorro (NdT).

## L'UNO n'est pas unie (1)

L'Union nationale d'opposition, constituée artificiellement par les Etats-Unis pour faire échec au Front sandiniste, forcée politiquement à l'union et financièrement au compromis, est pratiquement divisée.

Tout le monde dit que Mme Violeta est la présidente et qu'elle a le soutien de tous, mais ce n'est là que pur formalisme. On peut dire aujourd'hui que l'UNO n'est pas unie, qu'elle est profondément divisée en trois groupes au moins: le groupe fidèle à Violeta Chamorro, sous la direction d'Antonio Lacayo; le groupe qui dit soutenir Violeta, sous la direction d'Alfredo César, lequel se laisse clairement entrevoir comme le futur candidat d'une sorte de droite technocratique en 1996; et le groupe du vice-président Virgilio Godoy, qui vient de mettre sur pied en novembre une coalition de forces de droite, y compris néofascistes, très importante.

Virgilio Godoy est à l'heure actuelle capable de coordonner une coalition qui serait constituée par la présidente de l'Assemblée nationale, Miriam Argüello, par un certain nombre de maires (qui constituent le secteur social le plus réactionnaire qu'il y ait dans le pays, et qui sont à l'origine des troubles de la zone 5, avec le blocage de la principale route reliant l'Atlantique au Pacifique dans l'axe du fleuve Rama), par le patronat du Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP), par le secteur privé qui a refusé de signer le pacte de concertation économique proposé par Mme Violeta, ainsi que par un groupe de la *Contra*, celui qui bloque les routes et qui réclame des terres en vertu des promesses qui leur avaient été faites.

Ce que je vais dire n'est pas une blague, comme on pourrait le croire: ces gens de la *Contra* ont raison, leurs revendications sont parfaitement justifiées. Ce gouvernement-ci les a laissés à l'abandon, à la rue; alors ils demandent des terres et une aide financière prise sur les 34 millions de dollars qu'a donnés le gouvernement nord-américain à titre d'aide à la *Contra*, mais qui n'arrivent pas à la base. C'est étrange de dire ça, mais le seul groupe dont les protestations violentes soient justifiées, c'est les *contras*. Et c'est autour de leurs réclamations justifiées que s'articulent les autres groupes sous la direction de Virgilio Godoy.

## Une logique déstabilisatrice

Le pays traverse une phase sérieuse de déstabilisation politique, qui est allée à certains moments jusqu'à la violence et qui laisse entendre que la très grave crise économique va s'approfondir. Au Nicaragua il y a un vide du pouvoir car l'UNO et le gouvernement de Mme Violeta n'ont pas suffisamment de poids; et il y a une incapacité à gouverner qui a pu être contrôlée jusqu'à présent parce que le Front sandiniste a soutenu le gouvernement de Mme Violeta.

Le soutien du Front sandiniste a été essentiellement d'ordre politique, comme le vote du budget à l'Assemblée nationale et comme l'appui accordée par l'armée et la police, lesquelles ont joué grâce à leur sens professionnel un rôle très positif. Sandinistes de coeur, l'armée et la police ont soutenu Mme Violeta et accepté de réduire de 50% le budget militaire et de près de 70% les effectifs; de 100.000 membres, l'armée est descendue à 28.000, ce qui fait d'elle la plus petite armée d'Amérique centrale.

Malgré cette réduction dramatique, les secteurs les plus réactionnaires de l'UNO ont encore voulu réduire le budget de l'armée et de la police en le faisant passer de 78 à 18 millions. A ce niveau aucune armée ni aucune police ne peuvent se maintenir. C'est pourquoi Sergio Ramírez a dit que ces gens-là sont d'ultra-droite - je dirais néofascistes - car ils cherchent à supprimer l'armée pour la remplacer par leurs ar-

---

[2] Jeu de mots intraduisible: "Le UNO no es uno" (NdT).

mées de la *Contra*, des maires, etc. Le pays va vers l'anarchie. Dans cette perspective, la réduction du budget militaire, qui semble une idée humaniste et démocratique, est en réalité un effort de déstabilisation politique du gouvernement de Mme Violeta.

C'est un fait, pour Virgilio Godoy et l'ultra-droite, que la seule possibilité pour eux de coup d'Etat technique ou violent passe par la suppression de l'armée. Ils savent que leurs plans ne pourront se réaliser si l'armée continue de soutenir Violeta Chamorro et si le Front sandiniste fait de même en vertu des accords sur la transition politique. Ces accords du 27 mars (3) sont extrêmement importants, car à mon sens ils sont un chef-d'oeuvre de politique. Le problème c'est qu'ils restent au niveau des éléments les plus lucides du gouvernement et du Front sandiniste. Je pense cependant qu'ils sont de mieux en mieux compris à la base du Front sandiniste. A court terme il n'y a pas d'autre issue possible, sinon le pays va tomber dans l'anarchie.

### Le rôle des Etats-Unis

Quel est le rôle des Etats-Unis dans tout cela? Pour beaucoup de gens la question n'est pas encore très claire. Pour ma part, plus par évidence historique accumulée sur le rôle des Etats-Unis que par constat sur la situation au Nicaragua en ce temps de crise, j'avancerais l'hypothèse suivante, ou plus précisément la thèse comme telle: les Etats-Unis sont prêts à déstabiliser Mme Violeta Chamorro, leur candidate, à condition que le Front sandiniste ne soit pas l'alternative politique à venir.

Quelles évidences sont les miennes pour avancer cette affirmation? C'est le fait que le Nicaragua, un pays défait et détruit dans une guerre encouragée par les Etats-Unis, par l'embargo, par les pressions sur les gouvernements amis pour les dissuader d'aider le Nicaragua, ne reçoit des Etats-Unis que 300 millions de dollars dont à peine 150 ou 160 ont été accordés à ce jour, alors que l'économie du pays est totalement détruite. C'est aussi le fait que la CEE, qui avait promis une aide après les élections, n'en a accordé qu'une très faible partie soit parce que l'Europe se fixe aujourd'hui sur l'Europe de l'Est et maintenant sur la crise du Golfe, soit parce que le gouvernement s'est révélé inefficace dans l'utilisation souple des fonds.

La chose est plus grave en ce qui concerne les Etats-Unis. Il y a eu jusqu'à des suggestions directes de l'ambassade nord-américaine qui a demandé à Violeta Chamorro de se retirer, en lui expliquant qu'elle avait rempli sa mission historique, qu'il était mieux pour elle de voir son nom rester comme symbole pour le pays, qu'elle ne pouvait laisser le pouvoir qu'à Virgilio Godoy: celui-ci prendrait constitutionnellement le pouvoir (4), ce serait la revanche totale sur le Front sandiniste, sinon le pays tomberait dans l'anarchie la plus complète.

Certes Virgilio Godoy a accumulé des forces, mais cela n'est en rien comparable avec les 40% des voix pour le Front sandiniste. Cela signifie que tout éclatement de l'UNO fait ressortir le pouvoir du Front sandiniste. Devant ce fait, j'ai comme l'impression que l'ambassade des Etats-Unis n'est guère satisfaite, d'autant moins que le Front sandiniste cherche à négocier avec les Etats-Unis un *modus vivendi* de l'après guerre froide. Ma thèse est que la fin de la guerre froide n'est pas encore arrivée sous les tropiques, elle n'est pas arrivée au Nicaragua, ni non plus en El Salvador, et encore moins à Cuba pour l'avenir proche. J'ai bien peur qu'après Noriega et le Panama, après le Front sandiniste, après Hussein dans le Golfe, le nouveau diable à créer soit Fidel Castro. En 1991 nous risquons de voir la crise internationale se centrer sur le région.

---

(3) "Protocole de procédure de transfert du pouvoir exécutif". Cf. DIAL D 1494 (NdT).

(4) Comme vice-président de la République, il prendrait la place de la présidente démissionnaire (NdT).

## Intervention non exclue

La proposition qui est aujourd'hui en marche c'est la quasi disparition de l'armée sandiniste et de la police sandiniste. Dans un pays polarisé comme le nôtre et avec - malgré le désarmement - de nombreuses armes distribuées à la population, le risque est grand de voir éclater une violence anarchique de groupes divers en diverses régions et zones du pays. Une situation de cette nature pourrait bien être l'occasion d'une intervention nord-américaine.

Cela veut dire que les Etats-Unis pourraient répéter ici le coup du Panama: dans la phase finale d'anarchie sous Noriega, ils viennent non pour faire tomber Noriega - au 20 décembre 1989 il était déjà tombé - mais pour prendre le contrôle du pays (5). Au Nicaragua, ils viendraient non pour soutenir le gouvernement de Violeta Chamorro, mais pour le remplacer constitutionnellement par celui du vice-président. Comme au Panama l'invasion nord-américaine viendrait faire respecter la Constitution. Le danger existe, même si ce n'est pas à court terme. Si l'anarchie augmente en 1991, l'hypothèse peut très probablement se vérifier en 1992.

## La crise non réglée de l'Amérique centrale

Dans ce contexte on comprend la grande importance que revêt la proposition faite par le Nicaragua, à travers Violeta Chamorro et avec le soutien de l'armée sandiniste, lors de la réunion des présidents d'Amérique centrale à Antigua (Guatemala) sur la démilitarisation de toute cette région du monde. L'armée sandiniste comporte aujourd'hui 28.000 hommes; elle est prête à les réduire à 10.000 si les autres armées d'Amérique centrale font de même. Cela signifie que le gouvernement nicaraguayen actuel a repris à son compte la proposition de janvier 1983 faite à l'époque par le Front sandiniste lors de la réunion des Non-Alignés et consistant à déclarer l'Amérique centrale zone de paix.

C'est une proposition d'une extrême importance pour l'Amérique centrale car, en premier lieu, elle supprimerait le pouvoir militaire au Guatemala, au Honduras, en El Salvador ainsi qu'au Nicaragua; l'armée serait réduite au minimum, et conformément aux accords d'Esquipulas (6), dans l'équilibre des forces militaires de la région.

En second lieu, la proposition se solderait par la suspension de toutes les manœuvres militaires en Amérique centrale et par la disparition des bases étrangères. Cela ne se ferait évidemment pas en un jour, mais 1992 serait une date symbolique. Aussi lançons-nous une campagne pour que l'Amérique centrale soit déclarée zone de paix en 1992, dans la perspective de l'application en l'an 2000 des accords du Canal de Panama (7) en vertu desquels les bases militaires nord-américaines doivent quitter le Panama. Déclarer l'Amérique centrale zone de paix est crucial, car elle fait le pont entre le Nord et le Sud dans un hémisphère que nous espérons de plus en plus unifié, conformément à l'initiative Bush (8), à l'intégration latino-américaine et à la nécessité de créer un bloc continental face aux autres blocs mondiaux.

L'Amérique centrale est un pont Nord-Sud. Elle est aussi un pont Pacifique-Atlantique, à l'heure où l'aire du Pacifique devient pour la première fois dans l'histoire plus importante que l'aire de l'Atlantique. Le Bassin du Pacifique représente la plus grande concentration financière, technologique et productive du monde et de l'histoire. Le pont géographique entre le Pacifique et l'Atlantique qu'est l'Amérique centrale, s'il était déclaré zone de paix, constituerait pour tous ses usagers une garantie internationale de non utilisation de la force militaire.

(5) Cf. DIAL D 1435, 1458 et 1469 (NdT).

(6) Accord militaire multilatéral du 7 août 1987 sur le "rétablissement d'une paix ferme et durable en Amérique centrale". Cf. DIAL D 1231 (NdT).

(7) Traité signé le 7 septembre 1977 entre le Panama et les Etats-Unis sur la souveraineté territoriale panaméenne du Canal le 31 décembre 1999 à minuit. Cf. DIAL D 397 (NdT).

(8) "Initiative pour les Amériques" sur le commerce, l'investissement et la dette, lancée le 26 juin 1990 (NdT).

## La paix toujours interdite

Nous sommes en réalité à une croisée historique. La fin de la guerre froide pourrait marquer le début d'une ère nouvelle, mettre un terme à la préhistoire de "l'arrière-cour des Etats-Unis" et des "républiques bananières", et ouvrir une ère nouvelle permettant à l'Amérique centrale de commencer à disposer d'un espace à elle.

Les troubles qui se produisent au Nicaragua peuvent constituer un premier facteur de déstabilisation pour l'Amérique centrale et son avenir de paix, et pas seulement pour le Nicaragua. Si cela se produit, il n'y aura plus de négociations de paix ni en El Salvador ni au Guatemala, et nous replongerons dans cette crise non réglée, comme je l'appelle, en une région du monde où la paix reste interdite.

C'est pourquoi mon objectif est d'établir un lien entre la crise du Nicaragua et les possibilités de rétablissement de la paix, de la démocratie et du développement de l'Amérique centrale.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)